

Québec, le 6 novembre 2024

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Leader parlementaire du gouvernement
Leader.SJB@assnat.qc.ca

Objet : Question concernant le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère de la Langue française

Monsieur le Leader parlementaire du gouvernement,

J'ai pris connaissance de la question inscrite au feuillet le 2 octobre 2024 par la députée de la circonscription de Bourassa-Sauvé, M^{me} Madwa-Nika Cadet concernant le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère de la Langue française et la directive à prendre par les organismes de l'Administration qui entendent utiliser une autre langue que le français dans les cas où le permet la Charte de la langue française, 180 projets de directives étaient attendus au 1^{er} juin 2024.

En date du 10 octobre 2024, le ministère de la Langue française (MLF) a reçu 153 directives, qui sont en cours d'analyse en vue de leur approbation. Il y a 27 organismes qui n'ont toujours pas transmis leur projet de directive. Après un premier rappel général le 20 juin 2024, le MLF a communiqué un premier avis aux organismes concernés le 20 août 2024. Un dernier avis doit être transmis cet automne, par lequel le MLF avisera les organismes concernés qu'une directive sera prise pour eux, conformément à l'article 29.18 de la Charte de la langue française, advenant qu'aucun projet de directive ne soit transmis au MLF.

La liste des organismes n'ayant toujours pas transmis leur directive se trouve en pièce jointe.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Leader parlementaire du gouvernement, mes salutations distinguées.



Jean-François Roberge
Ministre

Liste des 27 organismes n'ayant pas transmis leur directive

Capital Financière agricole inc.
Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement
Comité Entraide - secteurs public et parapublic
Commissaire à la déontologie policière
Commission des services juridiques
Commission sur les soins de fin de vie (MSSS)
Conseil du patrimoine culturel du Québec
Financement-Québec *Organisme dont la dissolution rétroactive est prévue par voie législative
Société nationale de l'amiante
Musée d'Art contemporain de Montréal
Musée national des beaux-arts du Québec
Régie de l'énergie
Société québécoise d'exploration minière
Société de l'assurance automobile du Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Comité de la rémunération des juges
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
Commission de la qualité de l'environnement Kativik
Commission de la représentation électorale *Analyse en cours concernant le statut de cet organisme
Nemaska Lithium
Office de la sécurité économique des chasseurs cris
Rexforêt inc.
Société portuaire du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie inc.
SPAQ
AXSO inc.